Réponse CGT FTDNEEA à l'intox de la DPE

17 jours de présence à la DPE et déjà une grève, une occupation, des menaces, des mensonges… Il commence bien le Directeur de la DPE, vous savez celui qui a été DRH à la SNCF et qui a participé activement à la casse du statut des Cheminots et à la privatisation de la SNCF ! Quel beau Palmarès !

<u>Dans le DPE Flash – 22 – du 18 novembre 2020, il est abordé plusieurs sujets :</u>

En introduction, il est fait état de la mobilisation du 17 novembre 2020, rassemblement à l'Hôtel de ville et occupation du 103 avenue de France.

Il est regretté que des bureaux de collègues aient été visités et que des bouteilles de gaz aient été introduites dans le bâtiment.

Par ailleurs, il est fait état de jetés de pétards et de poubelles incendiés sur la voie publique.

Oui, un mouvement de grève suivi à la DPE avec une présence importante à l'hôtel de ville et une occupation du toit du 103 avenue de France.

À qui la faute ? Y aurait-il eu grève si la loi qui oblige l'employeur à ouvrir des négociations pendant le préavis de grève avait été respectée ?

Pour rappel la CGT FTDNEEA, avant de déposer le préavis de grève, a multiplié les appels à négocier, aucune réponse de la Mairie de Paris. Suite à notre dépôt de préavis de grève le 5 novembre 2020 soit 12 jours avant le 17, la DPE voulait nous recevoir le 16 novembre. C'est la CGT FTDNEEA qui a imposé un rendez-vous le 13 novembre à 19H pour permettre une négociation plus longue et éviter la grève. Suite à cette audience téléphonée avec le Directeur de la DPE qui n'a fait que provoquer. Le 14 novembre, la CGT FTDNEEA a écrit à madame BROSSEL et à monsieur GUILLOU Adjoint(e)s à la Maire de Paris pour une rencontre le 16 novembre. La seule réponse est celle de Madame BROSSEL le 16 novembre pour nous proposer une rencontre le 25 novembre ou le 2 décembre, donc bien après la grève. Qui est donc responsable de cette grève et de cette occupation ?

L'occupation du 103 avenue de France est faite sur le toit « potager » et dans le salon « Babyfoot » de la Direction. À aucun moment le peu de personnel du 103 n'a été gêné dans son travail. À aucun moment, les bureaux ont été visités. Une seule bouteille de gaz pour un réchaud a été introduite pour faire notre cuisine.

Quel manque de respect pour les agents de la DPSP et de la sécurité incendie qui sont en nombre pour nous surveiller ! Les directeurs changent mais les méthodes sont les mêmes !

Les faits relatés par la direction qui se sont produits sur la voie publique sont également le résultat de la manière dont elle a géré ce mouvement !

Étrange façon de procéder qui démontre un manque de respect évident envers les agents et envers la CGT. En réalité l'exécutif parisien a adopté une stratégie anti sociale claire !

Pour ces politiques, il ne faut surtout pas que les agents puissent penser qu'ils peuvent changer les choses en se mobilisant. Dénigrer la CGT est du coup, essentiel pour eux.

1 - « La santé et la sécurité des agents est la priorité absolue de la DPE »

La DPE affirme : « *Depuis le début de la crise, la Ville de Paris a veillé à appliquer les recommandations des autorités sanitaires et de la Mission Santé et Sécurité au Travail (MISST) de la DRH et à doter les agents mobilisés des équipements de protection individuels (EPI) adaptés au risque de propagation du virus.* »

Une grande partie des recommandations de la MISST et de dotations des EPI ont été mis en place suite aux droits d'alerte déposés par la CGT et FO, aux droits de retraits des personnels, aux préavis de grève déposés… Puisque dès le début de la crise sanitaire, l'exécutif parisien et la DPE avaient fait le choix de ne rien faire et surtout de se passer des CHSCT, des CT… Rappelez-vous, combien de temps il a fallu, ne serait-ce que pour avoir des masques ?

La DPE affirme : *Concernant les locaux de travail des agents, l'organisation de chaque site a été adaptée pour répondre aux exigences sanitaires : mise en place de jauges d'occupation des locaux, nettoyage et désinfection régulière des lieux de travail… Un programme spécifique de travaux est en cours en matière de ventilation.*

La CGT FTDNEEA ne dit pas le contraire sur l'organisation, les jauges, le nettoyage des locaux. La CGT FTDNEEA exige que ces recommandations soient appliquées partout. Et les personnels le savent bien, sur bien des sites ces recommandations ne sont pas appliquées ! Pour la Direction, les personnels sont des menteurs.

Concernant les ventilations, 11 ans que la responsable de la MISST dénonce les dysfonctionnements des ventilations ! Les rapports ont été cachés par la DPE, comme ceux sur les analyses des eaux usés et de l'eau non potable. C'est la CGT FTDNEEA et FO qui ont demandé les visites CHSCT d'atelier, c'est la CGT FTDNEEA qui a imposé une réunion spécifique sur la ventilation. Mais pour autant, la situation n'est pas réglée, la CGT FTDNEEA revendique la réparation urgente de toutes les ventilations, car il y a une mise en danger des personnels !

Le Directeur ment !

2 - « Il n'y a pas de projet de privatisations de nos missions »

La DPE affirme : *« L'organisation de la collecte des déchets est depuis de nombreuses années, équilibrée entre collecte en régie par nos équipes… Ces marchés publics seront renouvelés en 2021, pour un début de prestations en 2022. »*

« Un temps d'échange avec les organisations syndicales de la DPE est programmé dans les prochains jours, avant le lancement du processus de renouvellement des marchés. Les équilibres existants n'ont pas lieu d'être modifiés. »

C'est une première VICTOIRE de notre mobilisation, pour rappel le Directeur affirmait le 13 novembre lors de l'audience CGT FTDNEEA : « il y aura une réunion de présentation à une phase de processus engagé »… « il ne faut pas se laisser porter par l'historique et la segmentation ».

Cette victoire doit aller plus loin en remunicipalisant.

Madame BROSSEL affirme, dans le journal « Le Parisien » du 17 novembre : *« une remunicipalisation aurait un coût d'au moins 70 à 80 millions d'euros/an entre les embauches te l'achat de matériel et je ne parle même pas du foncier à acquérir pour garer les camions ».*

Pour la CGT FTDNEEA, combien coûte, pour que le contribuable puisse comparer, le marché de collectes privés et d'où sortent ces chiffres alors même que notre revendication sur un état des lieux des moyens du Service Public et des besoins des usagers est toujours rejeté. Et quelle approximation 10 millions d'écart quand c'est l'argent du contribuable ? Les 500 millions supplémentaires promis par Anne HIDALGO pendant sa campagne ne permettent-ils pas de financer ce grand Service Public essentiel dont ses mérites sont tant vantés ?

Que devient le plan garage voté en Comité Technique ? Quid des 90 bennes de la régie qui dorment tous les jours dans les garages ?

Encore un mensonge, les marchés seront actifs en juillet 2021 ! Plus qu'un temps d'échange, nous revendiquons une analyse approfondie de notre revendication de remunicipalisation.

3 - « Le SI nettoiement, un outil pour faciliter le travail des agents »

La DPE affirme : « *Le SI Nettoiement (SI = Système d'Information) est un outil informatique en cours de conception.*

Cet outil métier a pour objectif d'assister les agents dans leur travail quotidien. Comme avec Dans Ma Rue ou RAMEN par exemple, il permettra d'améliorer les remontées d'information du terrain. Ce n'est en aucun cas un outil de surveillance du travail réalisé. »

La CGT FTDNEEA affirme que la mise en place de cet outil n'a jamais fait l'objet d'un Comité Technique et en réunion de concertation il a été rejeté par l'ensemble des Organisations Syndicales.

Ces outils n'ont jamais facilité le travail de terrain des agents au contraire c'est une mission supplémentaire non rémunérée et qui ne sert qu'à la communication de la Maire de Paris envers les Maires d'arrondissement et ses administrés. S'ils avaient apportés un plus en matière de propreté les usagers l'auraient remarqué.

Par contre, ce sont des outils qui a plus ou moins long terme supprimeront les encadrants et les personnels de Maîtrise, c'est déjà le cas. Il suffit de regarder la baisse de ces effectifs depuis quelques années.

La CGT FTDNEEA n'a jamais dit que « SI Nettoiement » servait à la surveillance du travail réalisé, nous affirmons qu'il s'agit d'un outil supplémentaire de traçage des personnels et oui il ne vérifiera pas le travail réalisé, rien ne remplacera nos encadrants sur cet aspect.

4- « La Ville de Paris poursuit ses investissements pour le service public de la collecte, de la propreté et de l'assainissement »

La DPE affirme : *« La Ville s'attache à poursuivre la modernisation des infrastructures et outils de travail de la direction : renouvellement de la flotte de véhicules, adaptation des garages, acquisition de systèmes d'information performants et ergonomiques. »*

CGT FTDNEEA : Nos arguments sur les 3 premiers points prouvent et démontre le contraire

5 - « Le dialogue social se poursuit »

La DPE affirme : « *En parallèle des instances centrales, à la DPE, le dialogue social est permanent et se poursuivra…*
La Direction reste en permanence à l'écoute des organisations syndicales. »

Toutes ces instances sont imposées par, entre autres, la CGT FTDNEEA. Illégalement, hors la loi, certaines ne se réunissent jamais.

Une petite dernière pour la route, le CHSCT STPP devait se réunir le 12 novembre 2020, le 10 novembre nous n'avions toujours pas reçu les documents, à la même date il est annulé par la DPE. Il est reporté le 24 novembre 2020, à ce jour nous n'avons toujours aucun document.

Si la DPE avait été à l'écoute, nous ne serions pas en grève en ce moment !

Dans ces conditions le qualificatif de « monologue social » s'approprie mieux !

Le titre du point n° 2 de ce « DPE flash » est *« Pas d'intox sur les sujets importants ».*

L'intox vient essentiellement de la DPE et de l'exécutif municipal.

Nos revendications sur la poursuite des négociations entamées sur les reclassements indiciaires et déroulements de carrières ainsi que sur les RPP , la mise en place de la loi de transformation de la Fonction Publique, sont donc des points importants et notre analyse n'est donc pas une intox.

Pour le Syndicat CGT FTDNEEA
Le Secrétaire Général
Régis VIECELI

Paris, le 18 novembre 2020.

CGT FTDNEEA Bourse du travail 3 rue du Château d'Eau 75010 Paris
Tel : 01.44.52.77.12 ou 15 Fax : 01.44.52.77.29 mail : cgt.ftdneea@gmail.com